quelque peu dans le passé. L'ascendance de l'esprit d'agression en Europe n'a rien de neuf pour nous, puisqu'elle est maintenant gravée dans les pages de l'histoire. Ni le désir, ni le temps, ne peuvent en effacer la mémoire. C'est en Asie qu'on le vit apparaître pour la première fois, au Mandchoukouo, puis ce fut en Abyssinie, et ensuite en Espagne, en Autriche, et le reste. Série d'événements que tous connaissent; histoire du combat que les démocraties livrèrent enfin à l'esprit d'agression, également connu et passé dans les annales de l'humanité.

Nous savons tous que la politique dominante en Europe au moment de l'ascendance d'Hitler et de l'esprit d'agression, était celle de M. Chamberlain, politique d'apaisement et d'isolement, politique que M. Chamberlain, la clique de Cliveden et certains membres profascistes du cabinet anglais, avaient aidé à lancer. Cette politique domina la scène européenne jusqu'à la naissance de l'esprit d'agression.

Il nous est loisible d'affirmer, je crois, étant donné les discours prononcés durant cette époque par notre premier ministre, que le Canada a adopté la politique d'apaisement de M. Chamberlain, et préconisé l'isolement. On peut affirmer sans crainte aujourd'hui que les influences jouant derrière le décor de cette politique, ont plus ou moins édifié les forces d'Hitler, avec l'intention de les diriger dans certaines voies. Cette politique a contribué à la création de l'Allemagne fasciste, dans l'espoir qu'on pourrait la garder comme chien en laisse, et qu'elle ferait les quatre volontés du gouvernement britannique.

Le 30 mars 1939, notre propre premier ministre a prononcé un discours qui n'était, comme la plupart de ses discours d'ailleurs, qu'un déluge de mots, mais où il s'est affirmé catégoriquement en faveur de l'isolement. Je désire en citer le bref passage que voici:

Dans plusieurs cas, sinon invariablement, la croissance de ce sentiment national a affermi le désir d'une politique que ces apôtres appellent "la politique qui consiste à se mêler de ses propres affaires" et que ses adversaires appellent une politique d'isolement. . . Bien des gens tiennent pour un cauchemar et une pure folie l'idée que notre pays devrait, tous les vingt ans, automatiquement et tout naturellement, participer à une guerre outre-mer pour la défense de la démocratie ou pour assurer la souveraineté d'autres petites nations, ou qu'un pays dont toutes les énergies doivent être employées à sa propre administration devrait être tenu de sauver, à certaines époques fixes, un continent qui ne peut se tirer d'affaire lui-même, et cela au prix de la vie de ses propres habitants, en s'exposant à la faillite et à la désunion politique.

Ce discours indique tout aussi bien que n'importe quel autre discours du premier mi-

nistre, qu'il souscrivait à la politique d'apaisement. Mais nous savons maintenant que l'apaisement était une erreur fatale, une erreur qui a empêché les petits pays du continent européen de s'unir dans la lutte contre l'agresseur. Consultons les dossiers du Bureau de la statistique et nous verrons qu'au cours des années où se préparait l'agression, nous avons fourni à l'Allemagne les munitions dont elle avait besoin. Tout honorable député peut consulter ces dossiers. Malheureusement, l'Angleterre en a fait autant. Il suffit de feuilleter le British Financial Post de 1939 pour constater la somme de matériel de guerre que la Grande-Bretagne a expédié directement en Allemagne. Elle n'exigeait même pas d'argent; tout se faisait au moyen d'avances consenties par la Banque d'Angleterre et ce, jusqu'à une semaine avant l'ouverture des hostilités entre ces deux pays.

On se disait, évidemment, qu'une Allemagne forte et rajeunie se tournerait vers l'Est et ferait la guerre à la Russie; que ces deux pays pourraient peut-être se détruire mutuellement, laissant la Grande-Bretagne libre d'étendre son hégémonie en Europe. Les honorables députés se souviennent de la première guerre russo-finlandaise, alors que l'Angleterre expédiait du matériel en Finlande. La Grande-Bretagne avait tellement hâte de faire la guerre à la Russie, qu'elle a aidé le gouvernement finlandais dans son premier conflit contre les Russes. On envoyait du matériel et de l'argent afin de renforcir la ligne Mannerheim et on nous disait alors que le pauvre petit gouvernement démocratique de Finlande était la proie de l'ours vorace, la Russie. Le temps a des façons merveilleuses de mettre à jour la vérité; aujourd'hui, tous reconnaissent le caractère fasciste du gouvernement finlandais. Il a été mis à nu, alors que la civilisation traverse l'une des époques les plus dramatiques de son histoire.

Puis, nous arrivons au moment de la conclusion de l'accord russo-allemand; la Grande-Bretagne ne jouait plus le rôle de premier plan qui lui eût permis de faire marcher l'Allemagne à sa guise, aussi, se trouva-t-elle dans l'obligation de lui déclarer la guerre.

Comme résultat de sa politique d'apaisement et d'isolement, la Grande-Bretagne se trouvait maintenant seule,—si l'on ne tient pas compte de ses colonies, qui n'avaient d'ailleurs fait aucun préparatif de guerre,—en face du dragon fasciste, dragon qu'elle avait ellemême nourri jusqu'à sa maturité, et qui la menaçait maintenant en rugissant.

C'est alors que le peuple britannique s'est tourné vers M. Churchill, lui qui avait toujours combattu la politique de M. Chamberlain et qui avait exhorté le peuple britannique à se préparer à la guerre. Fait très digne de